



Déclaration liminaire – CSA du 08/ 02/ 2024

Monsieur le Directeur académique,
Monsieur l'Adjoint au Dasein,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs les membres du CSASD,

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et dégradent à nouveau les conditions d'enseignement.

Parce que l'École publique et laïque et ses personnels doivent être respectés, l'Unsa Education a appelé toute la profession, à se mettre massivement en grève le 1^{er} février et hier encore, nous étions rassemblés afin de nous opposer aux prévisions de retraits en moyens 1^{er} degré.

Énième changement de Ministre, dénigrement de l'École publique, investissement au rabais, jonglage sur les chiffres, déconsidération des personnels, caricature du métier, réformite aiguë ... à quand le respect et les moyens indispensables et urgents pour l'éducation ?

La préparation de la rentrée du 2nd degré se fait sur la base de la création de + 574 ETP dans le 2nd degré au lieu des 484 suppressions initialement prévues d'emplois sur tout le territoire mais cela n'absorbera pas les moyens nécessaires au projet de groupes de niveaux imposé dès la rentrée 2024.

D'autre part, comme le montrent les études sociologiques et en sciences de l'éducation, c'est au contraire l'hétérogénéité et la mixité sociale qui sont dans l'équation du progrès de toutes et tous. L'éducation ne doit pas diviser mais apporter des moyens en termes de professeurs, de formation et cesser de penser qu'une baisse des effectifs est nuisible aux progrès des élèves.

L'Unsa Education se réfère ici aux paroles incompréhensibles de notre Ministre, à laquelle il a été donné l'attribut supplémentaire de l'éducation nationale et qui s'est exprimée ainsi : " Nous devons fermer des classes car des effectifs en baisse ne permettent pas l'émulation et nuisent aux progrès des élèves". L'Unsa Education est révoltée par de telles déclarations qui ne viennent évidemment pas d'une professeure et nous passerons sur les autres commentaires possibles à son sujet.

Par ailleurs, les mesures envisagées pour les groupes de niveaux, par les contraintes qu'elles créent avec la mise en barrette nécessaire des emplois du temps, auront des conséquences sur la qualité de ces emplois

du temps concernant les professeurs de mathématiques et de français, avec des effets conséquents sur les conditions de travail et sur les possibilités de formation continue des personnels du second degré.

En outre, suite à l'éclatement des groupes classes dans le cadre de la réforme du « choc des savoirs », il sera difficile de trouver des professeurs principaux, car ceux de français et de mathématiques ne pourront être professeurs principaux d'une classe qui ne correspondra plus aux groupes d'élèves dont ils assurent l'enseignement. Les moyens supplémentaires nécessaires, la consultation préalable des experts de terrain, le temps de préparation indispensable à toute réforme ... rien de tout cela n'a été apporté.

L'éducation nécessite consultation, temps long et réflexion, elle ne vit pas au rythme de médias et des effets d'annonce de nos gouvernants, elle en souffre et se désagrège ... au rythme de l'épuisement de ses professeur.e.s.

En tout état de cause, la répartition des DHG dans les établissements est un casse-tête s'apparentant de plus en plus à la quadrature du cercle sans qu'il ne soit plus possible de disposer des marges de manœuvre suffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques.

En définitive, même si cette carte scolaire se traduit par l'augmentation de moyens au niveau national, les contraintes d'utilisation des moyens ne sont pas en adéquation avec les besoins réels du système éducatif sur notre territoire. Et pour l'académie et notre département, la baisse est dramatique avec 60 postes annoncés en moins dans l'Yonne pour le 2nd degré.

Dans le 1^{er} degré, les dotations en emplois en solde négatif de 98 postes, dont 29 pour l'Yonne sont catastrophiques, pires encore que l'année précédente ! Oui, la démographie est en baisse, et alors ? Une baisse des effectifs dans les classes devrait être une chance, un moyen enfin apporté à l'évolution des besoins de nos élèves qui ne sont plus ceux d'il y a plusieurs décennies. L'inclusion, l'évolution du contexte social et comportemental, l'hétérogénéité croissante des besoins, la différenciation pédagogique et l'attention nécessaire pour chacun ainsi que la complexité croissante du métier nécessite des classes aux effectifs allégés. A cela le gouvernement reste sourd aux alertes multiples : carence critique de candidats au concours, grèves, manifestations, démissions de plus en plus nombreuses, arrêts longs liés à l'exercice ...

D'autre part : la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017 empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles connaissent des besoins importants invisibles : carence en enseignants spécialisés et en psychologues, places insuffisantes

en enseignement spécialisé, nombre insuffisant d'AESH, pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, l'effort engagé depuis deux ans pour améliorer les temps de décharge de direction est désormais mis à l'arrêt alors que le travail engagé est loin d'être achevé.

Ce sont ainsi des écoles rurales menacées, des écoles de REP et que dire du fait du redéploiement d'élèves sur la commune d'Auxerre avec la fermeture de l'école des Brichères qui n'était pas en perte d'élèves. Nous ajoutons que les écoles qui accueillent un public aux mêmes besoins qu'en REP doivent bénéficier des mêmes attentions particulières.

Les moyennes définies par le ministère ne correspondent ni au profil de notre département rural dont 77 écoles n'ont qu'une classe, ni aux besoins des nombreux quartiers REP invisibles, ni aux élèves d'aujourd'hui et de l'inclusion, nos élèves ne sont pas des chiffres mais des enfants dont les besoins ne sont plus respectés.

Est-ce ainsi que nous allons pouvoir améliorer les conditions de travail et donner la même chance de réussite à tous nos élèves ?

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère cristallise les tensions déjà accrues, sans apporter de vrais moyens à . Un état critique a été atteint.

Pour l'Unsa Education, Marie Lamoureux et Anais Frotey